

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.51062

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Das Andere Deutschland. Unabhängige Zeitung für entschiedene republikanische Politik. Eine Auswahl (1925–1933). Hg. von Helmut DONAT und Lothar WIELAND, Königstein i.T. (Autoren Edition) 1980, 410 p. (Republikanische Bibliothek).

Ce livre traite un des épisodes les moins connus de l'Histoire de la République de Weimar, celui d'un hebdomadaire pacifiste radical. Les deux éditeurs collaborent au projet de recherche de l'Université de Brême sur le problème de la continuité de l'Histoire allemande dans l'esprit des Professeurs Fritz Fischer et Imanuel Geiss. La tendance est de prouver qu'il y a une continuité ininterrompue de l'impérialisme allemand depuis le début du siècle jusqu'à 1945 au moins et de s'opposer à la thèse très répandue en Allemagne selon laquelle Hitler n'était qu'un «incident de parcours» dans cette Histoire et qu'il n'y avait rien de commun entre l'Empire de Guillaume II et le Troisième Reich.

Le rédacteur responsable de cet organe fut Fritz Küster qui dès 1919 fonda à Hagen en Westphalie la section de la «Ligue Allemande pour la Paix» (Deutsche Friedensgesellschaft – DFG) qui se répandit vite dans toute l'Allemagne de l'Ouest. Il représenta l'aile extrémiste de cette Ligue qui n'admit aucun compromis, contrairement à la tendance modérée du Professeur Ludwig Quidde et de Hellmut von Gerlach. Finalement, en 1929, la tendance radicale l'emporta et prit la direction de la DFG dans toute l'Allemagne.

Dès 1919 Küster édita un mensuel, puis hebdomadaire, intitulé «Le Pacifiste». Il connut des difficultés multiples mais tint bon et en 1925 changea le titre en «Das Andere Deutschland». (A.D.) Ses principaux collaborateurs furent le socialiste de gauche Heinrich Ströbel, l'écrivain progressiste Kurt Tucholsky, le journaliste Berthold Jacob (que les nationaux-socialistes essaieront en 1935 d'enlever de Suisse dans l'intention de le mettre dans un camp de concentration), le théologien luthérien et moraliste Friedrich Wilhelm Förster, l'ancien Général, converti au pacifisme, Paul von Schönaich ainsi que Hubert Frank, Richard Kleineibst et d'autres.

L'idée fondamentale de Küster et de ses amis fut que le mal du siècle était le militarisme allemand, fléau plus grand que tous les autres. C'est donc lui qu'il fallait combattre par tous les moyens puisqu'il n'avait nullement désarmé et ne faisait qu'aspirer à une guerre de revanche. C'est pourquoi il était beaucoup plus dangereux que le nationalisme français, britannique, polonais ou autre. Surtout en France la majorité de la population était devenue pacifique et après la victoire du «Cartel des Gauches» en 1924 aussi les milieux gouvernementaux. Par contre, en Allemagne l'esprit guerrier était encore vivant dans une grande partie, pour ne pas dire la plupart, de la population et parmi presque tous les dirigeants.

Pour extirper cet esprit Küster et ses collaborateurs dirent correctement que l'Allemagne devait reconnaître sa culpabilité de la Première Guerre Mondiale – que les documents fragmentaires publiés à ce moment-là montrèrent déjà et que les recherches approfondies dans les années soixante entreprises par Fritz Fischer, Imanuel Geiss et d'autres ont amplement prouvée. On sait que sous la République de Weimar les Allemands protestèrent violemment contre l'article 231 du Traité de Versailles, constatant la responsabilité allemande dans la guerre (d'où découlait l'obligation de payer les réparations). Selon Küster il fallait sortir les Allemands de cette mentalité de «l'innocent condamné» laquelle était une source de l'esprit de revanche. Ainsi ils devaient aussi – sincèrement et pas uniquement par tactique, comme le feront Rathenau et Stresemann – remplir les stipulations du Traité de Versailles et même payer les réparations auxquelles les pays dévastés par les armées allemandes avaient droit. Dans ce sens Küster et ses amis se dressèrent – seuls avec quelques milieux isolés et périodiques comme les «Sozialistische Monatshefte» – contre la «résistance passive» (en fait aussi active) à l'occupation française de la Ruhr. Ce fut un acte de courage inouï parce qu'à ce moment-là une vague générale de nationalisme, allant de l'extrême-gauche (les communistes) à l'extrême-droite (les monarchistes et les pré-nazis) en passant par les partis «démocratiques» s'empara de l'Allemagne. Avec une véhémence particulière l'hebdomadaire s'en prit à la légende du «coup de poignard dans le dos»

par les révolutionnaires de 1918 laquelle servait plus que tout autre argument comme moyen de propagande pour une nouvelle guerre. L'A.D. stigmatisa aussi le régime de Weimar qui n'était républicain que de nom et qui favorisait les forces monarchistes et militaristes. Dans ce sens l'élection du Maréchal von Hindenburg à la Présidence en 1925 fut à juste titre qualifiée de calamité. L'hebdomadaire combattit avec toute la vigueur le réarmement clandestin de l'Allemagne et entra en vif conflit avec les divers gouvernements, notamment avec le Ministre de la Défense Gessler. Une fois Küster fut même condamné à une peine de neuf mois de prison et à partir de 1931 l'A.D. fut interdit pour une durée limitée à plusieurs reprises.

Dans ces conditions les hommes de l'A.D. ne pouvaient pas trouver un terrain commun avec les partis politiques qui étaient à quelques groupuscules près contaminés par le virus nationaliste. Il faut aussi dire qu'ils étaient des démocrates sincères mais pas nécessairement socialistes et surtout pas marxistes. Le combat pour la paix était pour eux plus important que la lutte des classes. Quelques-uns des membres de la DFG avaient au début appartenu au «Parti Démocratique Allemand», mais comme celui-ci était nationaliste et refusait le Traité de Versailles la collaboration fut donc de brève durée. Les relations avec le Parti Social-Démocrate (S.P.D.) qui officiellement propageait le bannissement de la guerre et l'arbitrage international pour le règlement des conflits internationaux ne furent guère meilleures. L'A.D. lui reprocha le vote des crédits de guerre le 4 août 1914 et son attitude pendant la Première Guerre Mondiale ainsi que sa campagne contre le Traité de Versailles. Quand le Parti revint au pouvoir en 1928, son premier acte fut, malgré ses promesses électorales, de construire deux croiseurs. Par la suite la DFG critiqua les sociaux-démocrates de tolérer le gouvernement autoritaire et droitier de Brüning. Le S.P.D. rétorqua en 1931 en interdisant la double appartenance au Parti et à la DFG. Ce fut d'ailleurs le Préfet de Police social-démocrate de Berlin qui à plusieurs reprises interdit l'A.D. – Peu après un groupe minoritaire de la S.P.D. fit sécession et fonda la «Sozialistische Arbeiterpartei (S.A.P.)». Avec ce Parti la DFG crut d'abord trouver un terrain d'entente, mais fut vite déçue puisqu'il donnait la priorité à la lutte des classes. – Particulièrement tendues furent les relations de l'A.D. avec le Parti Communiste Allemand. Celui-ci, conformément aux instructions du Komintern et du gouvernement de Moscou soutenait activement le révisionnisme allemand contre le Traité de Versailles et attaquait en premier lieu la France. Or, l'hebdomadaire mettait de plus en plus en relief le caractère pacifique du peuple et de la politique française. L'A.D. se distingua ici, comme nous l'avons dit, de Quidde et de Gerlach. Ces derniers voulaient combattre d'une manière égale le militarisme dans tous les pays, tandis que l'hebdomadaire mettait en avant le danger du militarisme allemand. A la fin de 1932 F. W. Förster, non sans raison, fit même le reproche aux pacifistes français, belges et autres de ne pas estimer à sa juste valeur le danger allemand et d'affaiblir leur pays devant l'agression qui s'annonçait.

Car depuis septembre 1930 les nationaux-socialistes étaient devenus un grand parti et s'apprêtaient, ensemble avec les monarchistes à la Hugenberg et le «Casque d'Acier», à s'emparer du pouvoir afin de détruire la démocratie et de préparer la guerre de revanche. Les nazis et leurs alliés s'en prirent avec une fureur particulière à la DFG (laquelle entre autres stigmatisait l'attitude hypocrite de la délégation allemande à la Conférence de Désarmement à Genève) et troublèrent plusieurs de ses réunions. Devant la menace nazie l'A.D. fit maintenant appel à toutes les forces de gauche, notamment aux sociaux-démocrates et aux communistes, d'oublier leurs anciennes querelles et de s'unir contre la marée montante. On sait que ces appels furent en vain. On a beaucoup parlé de la tactique communiste, ordonnée par Staline, de «classe contre classe» selon laquelle il fallait combattre en premier lieu les sociaux-démocrates. Force est de constater que ces derniers étaient encore moins prêts à l'union d'action et mettaient les nazis sur le même pied que leurs rivaux de gauche. Ainsi Hitler devint le 30 janvier 1933 Chancelier.

Immédiatement après la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes la DFG fut dissoute et l'A.D. interdit. Plusieurs de ses collaborateurs émigrèrent, mais Küster ne voulut pas fuir. Il fut arrêté et passa presque six ans dans divers prisons et camps de concentration. Par miracle il

survécut à la guerre. A partir de 1947 il édita de nouveau l'A.D. A un certain moment il essaya un rapprochement avec la nouvelle S.P.D. Mais sous peu les anciennes divergences de vue réapparurent et Küster s'en sépara. Par la suite il critiqua certaines décisions du gouvernement de la République Fédérale Allemande, notamment l'interdiction d'un parti d'extrême-droite et celle du Parti Communiste en 1956 comme antidémocratique. Peu après, il tomba malade et mourut en 1966; sa veuve continua encore à éditer l'A.D. jusqu'en 1969.

L'épopée de cet hebdomadaire fut unique dans son genre. Presque seul contre tous il poursuivait la lutte pour la paix dans un pays surchauffé par le nationalisme et le militarisme. Les grands partis ne l'écoutèrent pas et ce fut la ruine. Si l'A.D. avait trouvé une résonance plus grande, l'arrivée de Hitler au pouvoir et la catastrophe de la Deuxième Guerre Mondiale auraient pu être évités.

Charles BLOCH, Tel-Aviv

H.-U. THAMER, W. WIPPERMANN, *Faschistische und neofaschistische Bewegungen*, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 1977, 268 p. (Erträge der Forschung).

Wolfgang Wippermann a déjà produit dans cette remarquable collection »Erträge der Forschung« une étude sur les »Théories du fascisme« qui fait actuellement autorité et a connu deux rééditions. Il s'est ici associé à un autre disciple d'Ernst Nolte pour reprendre et actualiser la démarche adoptée par le Maître dans son étude comparative sur »Les Mouvements Fascistes«. Dans le présent petit volume, on s'efforce en effet de parvenir à une typologie du fascisme ou des fascismes en scrutant les bases et fonctions sociales, les objectifs idéologiques et la pratique des mouvements fascistes et néo-fascistes en Allemagne, Italie, Espagne, Argentine, Yougoslavie, Hongrie et France (pour laquelle on s'arrête malheureusement au poujadisme et – fugitivement – à l'OAS, sans avoir connaissance, à ce qu'il semble, de l'actuelle »Nouvelle Droite«).

Travail clair, mais dont les résultats ne sont pas très neufs par rapport au précédent livre de Wippermann. Les deux auteurs insistent à juste titre sur la nécessité absolue de toujours bien replacer les différents mouvements réellement ou prétendument »fascistes« dans leurs époques et dans leurs contextes sociaux, nationaux et culturels respectifs. Ils relèvent ainsi »d'éclatantes différences« dans les positions et les fonctions des partis fascistes. Sans renoncer le moins du monde à l'appellation générique de »fascisme«, ils tendent même à croire que »les différences l'emportent sur les points communs«, pour tout ce qui est des bases et fonctions sociales. L'ambivalence des objectifs, qui se retrouve en particulier dans tout ce qui touche aux problèmes de »modernisation« et de »modernité«, leur semble d'ailleurs être la caractéristique la plus frappante du fascisme. En définitive, ce serait le fait d'avoir été ou d'être encore »tradition et révolution en même temps« qui définirait l'essence même du fascisme, étant bien entendu par ailleurs qu'il importe de distinguer, après Nolte, entre fascisme »radical« (le nazisme), fascisme »normal« (mussolinien) et de multiples formes de transition dans l'idéologie et la pratique.

Louis DUPEUX, Strasbourg

RENZO DE FELICE, *Die Deutungen des Faschismus*. Hg. von Josef SCHRÖDER unter Mitwirkung von Josef MUHR. Übers. von Elisabeth LAUER, Josef MUHR und Josef SCHRÖDER, Göttingen, Zürich (Musterschmidt Verlag) 1980, 303 S.

Daß dieser fast schon als klassisch zu bezeichnende, 1969 erstmals erschienene und mittlerweile in fünf Sprachen übersetzte Überblick über die Interpretationen des Faschismus erst jetzt in deutscher Sprache vorliegt, ist sicherlich bedauerlich. Zweifellos hätte die differenzierte, vor